La police face à ses responsabilités

Suite à la mystérieuse révélation du discours

du Premier Ministre de l’époque, Ferenc Gyurcsány, prononcé lors d’une réunion du parti socialiste à Balatonőszöd où il reconnaissait avoir menti pendant 18 mois au peuple hongrois sur la vraie situation économique du pays, les manifestations se sont multipliées à Budapest au cours du mois d’octobre 2006. L'objectif de ces émeutes était de pousser le Premier Ministre socialiste de l’époque à la démission.

La majorité des manifestations qui se sont déroulées du 17 au 25 octobre 2006 ont été organisées par le parti d’extrême droite Jobbik, et plus que tolérées par le parti conservateur Fidesz, alors encore parti d’opposition, qui vozait là un mozen de pression sur le gouvernement socialiste. Ces événements, qui avaient débutés en septembre, prirent une tournure particulière le 23 octobre, date hautement symbolique puisqu'elle correspond à la commémoration du 50e anniversaire de l'insurrection du peuple hongrois contre l'oppression du régime communiste. Ainsi, lors des émeutes du 23 octobre 2006, une partie de la population a exprimé son rejet des mensonges du gouvernement, soutenue par les partis de l’opposition qui voyaient là une parfaite occasion d’essayer d’obtenir des élections anticipées et de revenir au pouvoir le plus rapidement possible.

Durant les journées ayant précédé et suivi le 23 octobre, des manifestations anti-gouvernementales ont ainsi été organisées à Kossuth tér, à Deák tér, à Astoria, à Corvin köz et devant la basilique et plusieurs milliers de manifestants ont alors

réclamé le départ de Ferenc Gyurcsány.

L’émeute la plus sérieuse et la plus sanglante fut l’assaut du siège de la télévision hongroise, de nombreux manifestants souhaitant lire une pétition en direct lors du journal télévisé. Ce coup de force a donné lieu à de violences confrontations avec les forces de l'ordre.

Le bilan des combats au sein du bâtiment de la télévision s’est élevé à 216 policiers blessés pour atteindre 352 agents de police blessés au cours de l'ensemble de ces émeutes, des chiffres qui restent toutefois inférieurs à celui des civils blessés. Deux personnes ont même perdu un oeil à la suite de ces combats de rue. 153 personnes ont été interpelées et une procédure judiciaire a été entamée à l'encontre de 69 personnes. Parmi ces dernières figure György Budaházy, leader d'extrême droite qui avait publié des déclarations d'incitation à la haine plusieurs jours avant les manifestations. Ces émeutes ont également causé de nombreux dégâts matériels, en particulier des voitures incendiées, et les seuls dégâts causés au sein de la télévision nationale et parmi le matériel de la police s'élève à 100 millions de HUF. Budaházy a récemment été condamné à un an et trois mois, jugement dont il a fait appel.

D'autres procès ont d'ores et déjà débutés et seront suivis par de nouvelles poursuites judiciaires. A ce jour on dénombre entre 60 et 70 cas d'indemnisation possibles en relation avec les manifestations sanglantes du mois d’octobre 2006 et 10 personnes recevront une somme de 8 millions de HUF au total à titre de dommage et intérêt suite aux blessures causées par les forces de l’ordre. Ces personnes ont été reconnues victimes d'agressions injustifiées par la police. Chacun recevra une sommes allant de 650.000 à 975.000 HUF.

Les policiers exigent également d'être indemnisés pour les violences physiques mais aussi les conséquence des traumatismes psychologiques dont ils ont été victimes. Plusieurs procès sont en cours.

Bálint Seres

-

Catégorie
Agenda Culturel